

9 juin 2011, salle Multiservices, Nay

Conférence

Que s'est-il passé le 12 juin 1944 à Nay ?

[Diapo 1]

Je dois, en ouverture de cette soirée vous dire quelques mots sur les raisons qui ont conduit à évoquer les événements intervenus à Nay le 12 juin 1944, il y a donc presque exactement soixante-sept ans.

Les raisons qui ont conduit à l'initiative d'histoire de ce soir procèdent du constat effectué de la perte de substance des célébrations annuelles au fil du temps. Cette situation ne se réduit pas à sa manifestation nayaise, elle est une conséquence du temps qui passe, de la disparition progressive des témoins et acteurs et de l'édulcoration plus ou moins calculée du passé.

Nous nous sommes donc situés dans une perspective de correction de tout cela en nous plaçant sur le terrain d'une approche fondée sur des sources que nous avons Francis et moi constituées il y a maintenant plus de 25 ans. Nous avons, à l'époque réalisé une assez vaste enquête orale qui a d'ailleurs été déjà utilisée pour l'écriture du petit livre « *Aux armes !* » que j'ai consacré à la période qui court de l'automne 1939 jusqu'à l'attaque de la gendarmerie du 23 août 1943. J'avais bien sûr l'ambition de poursuivre ce travail mais les circonstances dans lesquelles ma vie s'est déroulée n'ont guère été propices et tout cela est resté endormi.

Voici deux mois j'ai entrepris de réveiller ces richesses, d'y vérifier les convergences et cohérences, et tenté de solliciter quelques fonds du cabinet du préfet désormais ouverts à la consultation aux Archives départementales. Il résulte de ces efforts quelques compléments nouveaux qui seront utiles pour des travaux ultérieurs. Vous bénéficierez ce soir de quelques retombées. Je l'espère du moins.

Ceci dit, la base documentaire et archivistique capable de nourrir la compréhension de ce qui s'est passé le 12 juin 1944 à Nay est bien

mince et l'observation vaut pour la période qui entoure cet événement. Les organisations ayant opéré dans le secteur de Nay ont laissé très peu de traces écrites ou bien des traces convenues que l'on peut lire sous la forme du journal de marche du groupe Vernet et dans les expressions mémorielles annuelles. S'agissant de celles-ci, la lecture des textes de presse convoquant les cérémonies ou, quelquefois les expressions par tracts, on perçoit bien que le combat de Nay possède la singularité de briser avec les représentations fabriquées d'une seule Résistance pour mettre en évidence qu'il y eut dans les faits des Résistances. Je m'expliquerai sur ce point de manière très sereine mais noterai cependant qu'en 1979 la République accueillit une polémique qui nous opposa Francis et moi à Gilbert Bonnassiolle qui fut l'adjoint de Vidal//Vernet le responsable local du Corps-franc Pommiès. Je viens de relire ces textes qui demeurent au fond intéressants quant à la question des Résistances.

Ceci dit, venons en à notre sujet.

Nous allons évoquer ce soir la journée du 12 juin 1944 qui se situe donc moins d'une semaine après le commencement du débarquement sur les côtes normandes.

Je n'entends pas balayer toute la période qui court de l'engagement de l'intervention en Normandie jusqu'à la libération progressive du territoire c'est-à-dire environ deux mois et demi, ce qui est très court, très dense et très complexe dès lors que l'on rentre dans les détails de l'histoire. Je m'en tiendrai donc au 12 juin et à ses conséquences immédiates mais effectuerai néanmoins une rapide incursion dans les mois qui précèdent parce que s'y mettent en place les acteurs de juin.

Je partirai pour ce faire de la situation créée au lendemain de l'affaire de la gendarmerie, à laquelle j'ai consacré ainsi que je l'ai dit un petit livre, et qui je le dirai très brièvement concerne une opération conduite par les FTP afin de récupérer des armes dans la gendarmerie de Nay. L'action armée du 23 août 1943, qui s'est soldée par la mort de deux gendarmes, a eu pour conséquence de déclencher une longue campagne d'encerclement de la zone montagneuse où se situaient les FTP **[Diapo 2-3-4]** et les réfractaires au STO organisés en camp au Pla d'Isou. La principale conséquence organisationnelle du 23 août c'est la dislocation

du groupe FTP et le démantèlement du camp des réfractaires. L'histoire du premier maquis FTP s'achève en septembre 1943.

Arrêtons-nous un instant pour présenter les acteurs de la période en précisant qu'ayant centré notre regard sur le 12 juin, nous n'en rencontrons pas un, la guérilla espagnole, qui joue un rôle important à la périphérie de la zone d'intervention des FTP nayais. Nous renvoyons à propos de cette guérilla aux travaux réalisés notamment par Jean Ortiz.

Voici donc dans l'ordre d'apparition les quatre organisations ayant à voir avec le 12 juin.

1 – FTP (Francs tireurs et partisans qui comportent deux branches FTPF et FTP-MOI)

Les FTP constituent la branche armée du Front national de lutte pour l'indépendance de la France créé en mai 1941 à l'initiative du parti communiste.

Le parti communiste reconstitué à Nay et au Lys en 1942 suscite la création du premier maquis FTP en juillet 1943 qui donne le signal de la lutte armée en Béarn.

Après la dislocation de ce premier maquis et une phase de réorganisation les FTP reprennent leur action après avoir reçu de l'armement dès le début mai 1944. Les FTP en août 1944 sont environ 120.

2 - Franc tireur

Un groupe local affilié à l'organisation nationale *Franc Tireur* a été constitué au deuxième semestre 1942 par le docteur Pierre Lhôtellier. L'effectif du groupe n'a jamais dépassé une petite vingtaine de membres. Très tôt coupé des échelons supérieurs de l'organisation, le groupe s'autonomise et s'engage dans l'action commune avec les FTP.

3 -Combat

Le groupe de résistance portant le nom de *Combat* et affilié à l'organisation de même nom créée par Henri Frenay (centre droit) a été

constitué en août 1942. Ses principaux dirigeants sont Auguste Lartigau et Pierre Bellocq de sensibilité socialiste.

Les archives de Pierre Bellocq indiquent que le groupe est composé de 22 membres. Le groupe nayais de *Combat* a aidé à l'organisation partagée avec les FTP du parachutage du 29 avril 1944 (liaison avec Londres) mais n'a pas constitué de « maquis ». Le groupe a par contre participé à l'établissement du camp de réfractaires du Pla d'Izou au printemps 1943 (voir *Aux Armes !* pp. 86 et suivantes).

3 - Le groupe Vernet/Vidal (CFP)

Le corps franc Poggiès auquel se trouve affilié le groupe Vernet est issu de l'Organisation métropolitaine de l'armée (OMA) créée en décembre 1942 suite à l'occupation de la zone sud par les nazis et la dissolution de l'armée de l'armistice. L'OMA qui se situe dans la mouvance du général Giraud devient Organisation de Résistance de l'armée (ORA) le 1^{er} mai 1944.

Fin 1942, André Poggiès ancien officier de l'armée de l'Armistice, entend créer dans 10 départements de la zone sud des commandos d'un trentaine d'hommes à base de cadres de l'armée démobilisés qu'il baptisera corp francs.

Le groupe (bataillon) créé dans la région de Nay-Bourdettes début 1944 par Léon Vernet (alias Vidal) est affilié à compter de mai 1944 au CFP. Ce groupe n'entre en action dans la région nayaise qu'au lendemain du débarquement. Ses effectifs varient selon les périodes d'une soixantaine à une centaine de membres.

Revenons aux FTP.

Si la quasi totalité des effectifs engagés dans l'opération du 23 août disparaît alors de la région nayaise **[Diapo 5]**, demeurent sur place des militants (cadres) autour desquels va se construire une organisation FTP de seconde génération. Qui sont ces cadres et comment agissent-ils ?

Donnons quelques noms : Maurice (Werner Waldeyer), Joseph Labat, Jean-Baptiste Lagouarre, Casimir Lagouarre, Joseph et Jean-Marie

Sarrès, Gabriel Borde (à Lys), Marcel Betbeder, Henri et Riquet Colin, Olivier Domenjeolles, André Lafourcade. **[Diapo 6]** Ce sont des militants communistes d'avant guerre. Maurice est un communiste allemand qui a exercé des responsabilités à Berlin dans le Front rouge c'est-à-dire l'organisation paramilitaire, d'autodéfense du DKP. Arrêté par les nazis, incarcéré au camp de concentration de Kemna il a quitté l'Allemagne pour la Hollande puis la Belgique. Expulsé de Belgique il a été interné à Gurs d'où il est sorti par subterfuge et a repris le combat au sein du PCF clandestin.

Ces hommes sont les pivots d'un recrutement qui s'effectue dès le lendemain de l'affaire de la gendarmerie, par réseau d'amitié et de travail. La règle d'organisation est le triangle. Un triangle est un groupe de trois. Seul le responsable du triangle a contact avec son correspondant d'un autre triangle et ainsi de suite. Dans les conceptions FTP de la lutte de guérilla les triangles sont réunis à l'occasion d'une action mais ne gardent pas de contact durable entre eux. Telle est du moins la théorie, car dans une petite ville comme Nay, la protection des pseudonymes et de l'anonymat de principe n'a bien souvent qu'une valeur relative.

Le recrutement FTP s'effectue donc sur ces bases et repose pour une bonne part sur le vivier que constituent les ouvriers de l'usine Allinquant, cette usine métallurgique déplacée de la région parisienne et qui se trouve installée dans les locaux de l'usine Berchon alors sans activité.

Qu'en est-il de l'action que les FTP inscrivent au principe premier de leur raison d'être ?

Bien sûr le démantèlement du premier maquis joint à l'arrivée des mauvais jours empêche d'envisager le groupement d'unités armées fussent-elles réduites en nombre dans des bases montagnardes. L'expérience du premier maquis montre combien les questions de logistique pèsent dans l'organisation de tels groupements.

Pour autant des signaux doivent être donnés qui, aussi symboliques qu'ils soient, indiquent clairement que l'action se poursuit. C'est sous ce prisme que doit être compris le sabotage effectué solitairement par Joseph Labat **[Diapo 7]** le 6 décembre 1943 contre une presse à

fouillage à Pau. L'affaire fait quelque bruit ainsi qu'en témoigne l'importance accordée au sabotage par la police et les professionnels **[Diapo 8-9]**.

Cette action se trouve relayée dans la nuit du 29 au 30 janvier 1944 par l'opération conduite à Pau à l'initiative d'un groupe de guérilleros espagnols dirigés par Lucien Blasco contre un autobus militaire allemand transportant des aviateurs (deux blessés allemands et un passant français) et le 5 mars par le sabotage de l'usine hydro-électrique d'Arthez d'Asson. Le 16 mars le groupe de Buzy attaque la direction milicienne du 518^E GTE : l'adjoint du directeur est tué.

Ces actions sont cependant bien isolées l'essentiel de l'effort dans la période portant sur la structuration. Le travail militant consiste au cours du premier trimestre 1944 en des diffusions de tracts réalisées la nuit. *L'Humanité* clandestine circule assez régulièrement notamment parmi les ouvriers de l'usine Allinquant. La liaison est établie avec Tarbes qui fournit le matériel.

Dans l'ordre politique un événement important se produit avec la constitution, en mars, d'un comité local de la Libération. Ce comité est composé de : Dr Mourat (président) **[Diapo 10]**, Pierre Bellocq, Auguste Lartigau (Combat), Pierre Lhotelier (FT), Joseph Castérou (CGT clandestine), Olivier Domenjeolles (PC/FN), Maurice (FTP).

Au cours de l'hiver 1944, un groupe FTP renaît à Nay qui entend reprendre la lutte mais ne dispose que de peu de moyens. Les armes et le matériel de sabotage font cruellement défaut. Certes les fusils et revolvers récupérés lors de l'attaque de la gendarmerie ont été mis en lieu sûr, mais cela ne suffit pas pour engager une bagarre significative.

A Nay, comme partout ailleurs, la question des armes se pose cruellement. Citons Charles Tillon le commandant en chef des FTP à ce propos : « *L'attentisme* (c'est-à-dire le refus d'engager, sans attendre un hypothétique débarquement, l'action contre l'occupant et ses complices) va avoir pour conséquence tragique la privation systématique d'armes et des moyens de combat, prodigués par contre à ceux qui ont mission de ne pas s'en servir. » Et Tillon d'ajouter : « *Les parachutages (...) n'auront été pour les FTP qu'un appoint négligeable jusqu'à la*

Libération, sauf en quelques circonstances exceptionnelles. On jugera de l'aide en armement fournie aux FTPF en disant que sur des centaines de parachutages pratiqués en France, six furent officiellement accordés par [Londres] aux FTP qui pourtant grouperont en août 1944 cinquante pour cent des forces françaises de l'intérieur. »

On comprend, dans ces conditions pourquoi les FTP de Nay ont accepté la proposition faite par Pierre Bellocq au cours d'une réunion du Comité local de la Libération début avril 1944 d'obtenir un parachutage qui serait partagé à parts égales entre les trois composantes du CLL (FTP, Combat, FT). *Combat* dispose en effet de la liaison avec le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) et son service intitulé Section d'atterrissages et de parachutages (SAP). *Combat* demande un parachutage pour son compte Londres ignorant qu'il y aura partage.

Le parachutage est annoncé sur les ondes brouillées de la BBC le 28 avril à 6 heures pour 23h 30 par le message suivant « *Remettez votre chemise sans col, deux fois* ». Le deux fois indique qu'il y aura deux avions mais cette signification n'est pas comprise.

Le parachutage doit se dérouler sur un terrain homologué par Londres dont le nom de code est « Jardin ». C'est un vaste champ de blé situé en bordure de la route départementale 936, près du village de Pardies-Piétat **[Diapo 11]**.

Le parachutage se déroule sans problème particulier. Une vingtaine de FTP assurent la sécurité et participent au ramassage des quinze containers. Les hommes de *Combat* sont au nombre de sept. Le balisage du terrain a été assuré par un spécialiste de l'AS venu des Landes (signaux lumineux formés de fagots enflammés dessinant un M).

Après un premier largage, un avion passe et repasse au dessus du terrain : c'est le deuxième avion annoncé, mais les feux ont été éteints et cette seconde livraison est perdue.

Notons qu'un parachutage est reçu par le groupe Vernet le 24 avril qui rétrocède une partie aux guérilleros espagnols (un FM, des mitraillettes, des fusils, des grenades, des munitions).

Les containers sont embarqués sur un camion appartenant à Soubies de Narcastet et conduites dans une grange située sur la route de Piétat.

Les FTP jugeant l'endroit exposé déménagent les armes le lendemain vers le Lys et les entreposent un premier temps dans une grange appartenant à Eugénie Boudet avant de les répartir, à l'initiative de Joseph Labat dans trois dépôts.

Après discussions, le 1/3 des armes revenant à *Combat* est transporté dans la porcherie de la scierie Sayouz.

Le matériel réceptionné permet d'armer environ 120 hommes. Il comprend 3 FM, 2 bazookas, des mitraillettes sten, des fusils, des revolvers à barillet, des grenades à main et aussi un important matériel de sabotage (5 containers de plastic, des cordons détonants, des crayons à retardement...). Il y a aussi des notices explicatives sur le fonctionnement des différentes armes ainsi que quelques denrées.

Le déballage et le montage des armes vont occuper une bonne semaine.

Les actions peuvent commencer.

Dans la nuit du 6 au 7 mai 5 pylônes des deux lignes haute tension alimentant la ligne de chemin de fer Bordeaux-Paris sautent entraînant une perte de courant de 50% durant 15 jours. L'opération est effectuée par Joseph Labat et Marcel Betbeder.

Le 25 mai le pont de fer (ligne de Baburet) saute l'opération a été réalisée par Maxime Boyrie, Louis Laborde et l'équipe du Lys (50 kilos de plastic ont été utilisés) ; le 31 mai des chaussures entreposées dans un local de la gare de Coarraze-Nay sont enlevées après que les requis civils affectés à leur garde ont été neutralisés ; le 3 juin 4 pylônes de la ligne électrique d'Arudy sont à nouveau sabotés et le même jour la voie ferrée entre Montaut et Saint-Pée est sabotée. Le 6 juin un groupe FTP dirigé par Maxime Boyrie réquisitionne une camionnette Michelin et attaque une voiture allemande sur la route de Lestelle ; le 8 juin la ligne électrique Buzy-Arudy est sabotée en plusieurs endroits ; le 8 juin la voie ferrée Pau-Toulouse est sabotée par explosifs à Boeil-Bezing le 9 juin entre Boeil et Baudreix la voie ferrée saute. Le même jour un groupe FTP fait prisonniers deux soldats allemands basés au poste d'observation de l'ermitage à Asson.

Au cours de cette période les FTP procèdent à des réquisitions de véhicules (tractions de Lepère et Laplace, motocyclette et véhicule du Dr Lacq le 7 juin, camion Berliet de 3 tonnes avec benne basculante à Rébénacq dans la nuit du 9 au 10 juin ...).L'approvisionnement en cigarettes est réalisé au travers de prélèvements dans les bureaux de tabac.

A compter du 6 juin, les FTP qui sont montés en armes vers le Lys (tous les ouvriers de l'Usine « Les ouvriers réunis » sont ainsi venus s'équiper au 12 rue des Remparts où Marius Touzet et Maxime Boyrie ont distribué les armes cachées dans le garage) se sont regroupés à la ferme Pédy située près de Lys **[Diapo 12]**. La décision de regroupement n'a pas fait l'objet d'un accord unanime. Joseph Labat et le groupe du Lys considéraient en effet qu'il fallait développer l'action à partir des principes de mobilité et de clandestinité antérieurs auxquels contrevenait la logique même du regroupement dans une base rurale. Incontestablement Maurice a imposé le regroupement à Lys et a sans doute reçu le soutien d'Olivier Domenjeolles et de Marcel Betbeder qui forment avec lui le triangle de direction.

En tout cas ce qui se passe dans la zone du Lys au lendemain du 6 juin mérite attention. La carte visualise la situation qui s'est installée. Sur un tout petit territoire coexistent deux formations armées les FTP et le groupe Vernet. Les PC sont distants d'à peine un kilomètre à vol d'oiseau. Or les deux groupes au mieux s'ignorent et, au pire entretiennent des relations très tendues. Des incidents se sont produits sur les points de contrôle et la situation s'est envenimée à un tel point qu'une rencontre doit être organisée en soirée du 9 juin, dans un chemin creux aujourd'hui disparu qui se situait près de la ferme Bonnezaze au Haut-de-Nay. Dans le témoignage qu'il nous a accordé Gilbert Bonnassiolle qui fut un des adjoints de Vernet dit qu'il n'y eut plus de problème à partir de ce moment là, qu'il fut conclu à un certain partage des tâches et des territoires. Ce qui est beaucoup dire...

S'agissant de l'action du 12 juin G. Bonnassiolle dit avoir été contacté pour y participer mais avoir refusé en raison de son caractère « politique ». Je reviendrai sur ce point.

Quelles sont donc les raisons qui poussent la direction des FTP à envisager un changement de format par rapport aux actions déjà entreprises ?

On a vu dans l'énumération sommaire des actions qui se sont déroulées depuis le début du mois de mai qu'une accélération se produit dès le débarquement en Normandie connu. Dotés des armes du parachutage, les FTP s'équipent par le biais des réquisitions. L'armée du peuple en formation n'a guère le choix des moyens. Les cibles visées sont les cibles disponibles sur le territoire : on n'y rencontre pas de concentration notable de troupes ennemies et les voies ferrées sont peu nombreuses. Tout ce qui peut l'être est attaqué.

Demeurent des questions, politiques celles-là : comment accroître l'efficacité de la lutte, comment développer les forces engagées dans l'action armée, comment élargir le soutien à la guérilla, comment briser les forces de la collaboration ? Ne faut-il pas penser l'insurrection nationale comme un grand mouvement de masse et engager le processus insurrectionnel tout de suite autrement-dit sans attendre qu'il surgisse d'une action armée qui ne serait pas venue du peuple ?

Ce sont là des questions lourdes posées depuis longtemps et qui divisent les organisations. Certes le débarquement a modifié la donne et des forces jusqu'alors dormantes s'engagent plus ou moins dans la lutte. On mesure les différences d'engagement dans la région nayaise où *Combat* ne participe quasiment pas à l'action armée.

Ceci dit, en dépit des résultats militaires modestes qu'elles peuvent obtenir en Béarn, les guérillas participent à l'objectif stratégique général qui est de ralentir le mouvement des troupes allemandes vers le front de Normandie en les fixant là où elles stationnent. Dans cette période où la défaite allemande est loin d'être acquise, le contrôle du territoire occupé demeure très important pour les nazis qui entendent défendre leurs conquêtes. C'est pour cela qu'ils déclenchent des actions de contre-guérilla. Ce qui se passe en Béarn au cours des mois de juin juillet et août 1944, procède de cette orientation.

[Diapo 13] Le journal de marche de la Wehrmacht du groupe d'armée G qui intervient grosso modo sur le sud-ouest de la France indique à la date du 8 juin « *qu'avec les éléments de la 2^e Panzerdivision SS Das*

Reich, il faut mettre immédiatement sur pied un bataillon en mesure de combattre (environ 600 hommes avec armes lourdes d'Infanterie et anti-chars) et que le bataillon constitué partira le 10 juin à 4 heures de Toulouse pour une action d'environ 24 heures en direction des Pyrénées ».

Observons que ce bataillon formé en vue du développement d'une activité de contre guérilla complète la capacité d'action des troupes d'occupation installées dans la région.

En tout cas, la mise en mouvement des forces de contre-guérilla modifie la donne antérieure. Dès lors la Résistance va se trouver confrontées à une grande puissance de feu déployée dans le cadre d'une stratégie offensive. Les guérillas peuvent opposer à ces forces leur mobilité fondée notamment sur une très bonne connaissance du terrain.

Revenons aux raisons qui président à l'action des FTP sur Nay le 12 juin. La première raison est d'affirmer la Résistance comme une réalité agissante, de masse et visible. Lisons ce qu'écrit à propos des jours qui suivent immédiatement le débarquement le journal de marche de la compagnie Vernet : *« . Ce furent quatre à cinq beaux jours pour nos hommes : la majorité de la population qui avait entendu parler des maquis dans les entrefilets de la presse de Vichy et certains aussi par la radio de Londres, n'avaient pas cru à la possibilité de leur existence. Aussi, la rumeur de la présence de résistants sur les routes se répandit comme une traînée de poudre ; un élan de curiosité et d'enthousiasme s'ensuivit (...). La majorité de la population fut tout de suite prise de sympathie pour nos hommes, d'autant plus qu'elle reconnut dans leurs rangs de nombreux jeunes gens qui la semaine avant, étaient encore à la fabrique où à la charrue ».*

Ce texte décrit bien le climat qui s'installe autour des guérillas.

La seconde raison est d'affirmer la capacité de la guérilla à contrôler un territoire et à y installer un pouvoir nouveau. Ce pouvoir, dans le cas nayais, consiste dans la capacité à réquisitionner bœufs et vaches appartenant aux deux principaux représentants locaux de Vichy : Albin Laplace **[Diapo 14]** le maire et son adjoint Alfred Lepère, tous deux nommés par Pétain.

La troisième raison est l'affirmation publique que la libération qui approche soldera les comptes de la collaboration.

Au total la guérilla doit affirmer sa maîtrise de l'espace et du temps. Elle agit dorénavant à visage découvert manifestant ainsi sa confiance dans le peuple. **[Diapo 15]**

Venons-en au 12 juin proprement dit.

Le 12 juin est un lundi. C'est une belle journée ensoleillée.

Les FTP auxquels se sont adjoints des membres du groupe Franc-tireur (au total une vingtaine d'hommes) arrivent dans Nay aux alentours de 15h 30. Ils prennent le contrôle des entrées de villes : un barrage est établi sur la route de Bourdettes (un FM tenu par Franc tireur : Cosson et René Bernard) et un deuxième groupe de quatre hommes (Théo Martin, Jean Seignères, André Mondière, Jean-Louis Palu) doté d'un fusil mitrailleur s'installe au croisement du cours Pasteur de la route de Mirepeix et de l'avenue de l'école supérieure. Un troisième groupe contrôle la Poste afin d'empêcher le trafic téléphonique **[Diapo 16]**. Nay est bouclée : on peut y entrer mais on ne peut pas sortir. Telle est la théorie car il existe bien sûr des possibilités de contourner les barrages notamment en passant par le Saligat.

La réquisition de deux vaches appartenant à Albin Laplace et de deux boeufs appartenant à Alfred Lepère est effectuée malgré la protestation des propriétaires. Les animaux sont conduits à l'abattoir tués et dépecés. Le garde-champêtre Mirassou a joué du tambour pour annoncer la distribution gratuite de viande. Les nayais (surtout les nayaises) ont plébiscité l'opération. Il est maintenant dix-huit heures. Il y a seulement deux heures et demie que l'opération a été déclenchée. On peut somme toute considérer que l'affaire a été rondement menée. Werner Waldeyer passant devant les FTP du croisement de Mirepeix leur dit : « *encore cinq ou dix minutes et l'on décroche* ». **[Diapo 17-18-19]**

Peu de temps après, des tirs sont déclenchés du côté du cours Pasteur. Que se passe t-il ?

Un jeune cycliste (Etienne que nous venons d'identifier comme étant Cazajous) a prévenu les FTP que des officiers allemands à la tête d'un

convoi de plusieurs camions consultent une carte routière aux quatre chemins. Cinq minutes après une voiture bariolée de jaune surgit suivie de trois camions. Théo Martin tire une demie-rafale de FM dans la voiture mais le FM s'enraye. Les allemands sautent des camions s'aplatissent et commencent à tirer. Ils disposent d'une grande puissance de feu : des mitrailleuses et des mortiers sont fixés sur les camions et il semble qu'ils ont été utilisés **[Diapo 20-21]**.

Le groupe des quatre doit se disloquer : deux FTP (André Mondière et Jean-Louis Palu) s'enfuient par le canal, Théo Martin enfouit le FM sous un tas de charbon et se cache sous la marquise du toit de la maison Lepère. Jean Seignères qui a perdu ses lunettes se dissimule dans un bosquet de bambous mais est trouvé par les allemands avec deux balles de FM dans l'une de ses poches.

Au cours de cette première phase de l'accrochage, Joseph Labat, Louis Lebris **[Diapo 22]**, André Lafourcade et un quatrième FTP non identifié qui sont en route pour effectuer un sabotage de la voie ferrée à hauteur du passage à niveau des quatre chemins, se trouvent bloqués et tentent d'apporter un soutien au groupe des quatre. Quelques rafales de mitraillettes sont lâchées avenue de l'école supérieure et Louis Lebris est blessé (deux doigts sectionnés). Joseph Labat décroche en zigzagant le long du cours Pasteur. Par chance, les tirs allemands ne l'atteignent pas. Ses camarades fuient par les jardins.

Ces micro événements se jouent à la fois très vite et très lentement. Théo Martin témoigne de la grande prudence que mettent les allemands à se placer en position de combat : ils rampent le long des caniveaux, utilisent les porches des maisons et tirent sur tout ce qui présente une menace potentielle, dans un premier temps sur la position occupée par le FM qu'ils complètent du lancement de grenades incendiaires sur la maison Valanet bientôt en flammes.

A l'autre bout de Nay, à hauteur de l'ancien couvent des dominicaines Maurice, Louis Laborde, Maxime Boyrie et Robert Junquet, ignorant le déclenchement de l'accrochage ont pris place dans un véhicule qui doit faire route vers le Lys. Au bruit des détonations ils font demi tour, envisagent de traverser la digue mais en sont empêchés en raison du trop fort courant et se dirigent vers le centre du bourg par l'intérieur.

Les allemands, parvenus au croisement entreprennent de remonter le cours Pasteur en arrosant tout ce qui bouge. Le groupe dirigé par Maurice est pendant ce temps parvenu devant le monument aux morts et constate que le fusil mitrailleur qui se trouvait sur la sortie de la ville vers Bourdettes a été abandonné. Maxime Boyrie s'empare de l'arme et remonte le pont en compagnie de Maurice, Louis Laborde et Robert Esdourubail. L'objectif est de créer un point d'appui au fusil mitrailleur du croisement de Mirepeix qu'ils croient toujours actif. A peine Maxime Boyrie a-t-il posé au sol le FM qu'une balle l'atteint mortellement à la tête. **[Diapo 23]** Louis Laborde et Robert Junquet esquissent le geste de reprendre l'arme mais Maurice leur intime l'ordre d'abandonner le FM. Le groupe se replie en courant, plié en deux et essuie des tirs allemands effectués à partir des jardins de la Villa Allinquant (villa Ferrand) auxquels répondent des rafales de mitrailleuse. **[Diapo 24-25]**

Le décrochage définitif s'effectue alors, les véhicules du maquis mettent le cap sur le Lys.

Alors que les bruits de la fusillade ont cessé, quatre ouvrières qui n'ayant pu quitter Nay en raison du bouclage de la ville par le maquis se sont réfugiées dans le garage Nessans **[Diapo 26]** quittent leur refuge et sont immédiatement victimes de tirs allemands. Le bilan est lourd : trois femmes sont tuées (Jeanne Lauga, 25 ans, ouvrière d'usine demeurant à Pardies-Piétat, Henriette Lascourrèges 33 ans, ouvrière d'usine, demeurant à Bénéjacq, Marie Mendez, 32 ans coiffeuse à Bénéjacq) et une adolescente de quinze ans, ouvrière d'usine (Irène Duboë) est blessée.

Mais la fureur allemande ne s'arrête pas là : les soldats enfoncent les portes des maisons autour du café de France et tuent de sang froid à leur domicile Pierre Cazaban (82 ans) et Clément Lacoste.

Huberte Lasoureille, 20 ans, ouvrière d'usine demeurant à Nay, Julia Marimpoey, 22 ans, ouvrière d'usine et demeurant à Mirepeix et Marcelin Camps lui aussi demeurant à Mirepeix sont également blessées.

Les opérations se poursuivent dans la ville qu'une bonne partie de la population a désertée. La soldatesque nazie procède à des perquisitions et à des rafles de rues et dirige hommes femmes et enfants vers la

gendarmerie. **[Diapo 27-28]** Combien sont-ils à y être regroupés ? Deux rapports de gendarmerie citent le chiffre fantaisiste de 500 ce qui est parfaitement impossible si l'on considère la « capacité d'accueil » de la cour intérieure du bâtiment.

En tout cas les officiers allemands procèdent à l'interrogatoire des gendarmes (l'interrogatoire dure de 23 heures à 23h 45, notamment indique un rapport de gendarmerie « à propos de placards affichés à la Mairie par les maquisards ») et à celui des raflés. A 22 heures les femmes et les enfants sont sommés de regagner leur domicile et à 23 heures les hommes, au nombre, selon un rapport de gendarmerie, de 195, sont conduits à l'école supérieure des jeunes filles ou les interrogatoires se poursuivent toute la nuit. Tous sont relâchés à 7 heures du matin.

Tout autre est le sort de Jean Seignères fait prisonnier dans les conditions rappelées plus haut. Seignères est d'abord conduit à l'école supérieure des jeunes filles en compagnie d'Alfred Guillemassé un jeune commis de l'administration de l'Enregistrement sans relation avec le maquis. Une demie heure plus tard ils sont rejoints par Charles Serville arrêté dans la maison Valanet et chez qui ont été découvertes des batteries d'automobile que les allemands considèrent destinées à l'usage d'un poste émetteur. Jean Seignères est cruellement frappé. On veut obtenir de lui des informations sur le maquis. Il ne desserre pas les dents.

Vers 22 heures 7 ou 8 soldats conduisent Seignères, Serville et Guillemasse devant le mur de la maison Sensamat où ils doivent être exécutés. Au dernier moment Guillemasse parvient à convaincre l'officier allemand de sa non implication dans la Résistance et est séparé de ses deux compagnons. Selon le témoignage de Guillemassé qui déclare avoir assisté à l'exécution des deux hommes celle-ci aurait eu lieu vers 22h 15 et aurait été le fait d'un officier allemand. **[Diapo 29-30-31-32]**

En même temps qu'ils organisent la répression à Nay, les allemands s'engagent dans une poursuite des partisans, font mouvement vers Asson, Arthez d'Asson et le Lys dessinant ainsi le territoire d'une confrontation avec les guérillas qui va se poursuivre jusqu'à la mi-août.

Nous noterons, s'agissant de Nay que la pression ne se relâche pas au lendemain du 12 juin. Non seulement des troupes allemandes continuent de stationner dans la ville, mais elles surveillent de près le cimetière à l'occasion, le jeudi 15 juin, des funérailles des cinq victimes nayaises du 12 juin. Maxime Boyrie et Jean Seignères n'ont pas été identifiés et Tété Boyrie participe anonymement aux obsèques de Maxime. Le même jour les allemands procèdent à des contrôles de rues qui débouchent sur des arrestations parmi lesquelles celle d'un israélite interpellé en raison de son origine. Le 21 juin un israélite d'origine polonaise, Paul Jacobovich est interpellé dans la rue en raison de son origine et son destin est inconnu. Le 21 juin. les personnes arrêtées le 15 sont libérées hormis

J'interrompt mon exposé ici pour rester fidèle à l'intitulé de notre soirée et aussi en raison des grandes difficultés qu'il y aurait à produire un exposé satisfaisant sur la période qui suit.

Mais avant de conclure il me paraît nécessaire de soulever quatre questions.

- La première est la suivante : à quelle unité de la Wehrmacht appartiennent les soldats et officiers allemands qui affrontent les FTP à Nay le 12 juin 1944 ?

Une information figurant dans le journal de marche du groupe d'armées G datée du 13 juin fait état du combat de Nay mais le situe à la date du 11. Voici les termes de la rédaction du journal de marche : « *Groupement Knüppel (276 DI), le soir du 11, contact avec ennemi à Nay (20 km O. Pau/Pertes ennemies et population : 8 morts, 3 blessés, une mitrailleuse et différents matériels* ».

Cette notation permet d'identifier le responsable de l'unité ayant opéré à Nay et sa division d'origine la 276^e division d'infanterie.

On ajoutera que dans les rapports établis par la brigade de gendarmerie de Nay le 18 juin il est indiqué que « *l'unité allemande dont l'effectif est inconnu, semblait être une unité de montagne (infanterie). Elle avait le n° 44 561* ».

S'agissant de l'effectif il est possible de l'évaluer à environ 60 à 70 hommes (soldats et officiers) dès lors que les témoignages

recueillis s'accordent à évaluer à trois le nombre des camions transportant les soldats.

Tels sont les éléments dont nous disposons aujourd'hui, éléments bien maigres qu'il serait sans doute possible de compléter au travers d'un travail sur les archives allemandes.

- La seconde porte sur le fait de savoir si l'arrivée des allemands à Nay fut fortuite ou s'ils furent informés de l'action du maquis. La présence d'unités de contre-guérilla correspond à l'orientation d'ensemble donnée par l'état major du groupe d'armées G au lendemain du 6 juin. D'évidence les unités en action agissent à partir d'informations de diverses origines comme le font toutes les armées. La question est cependant posée de l'existence d'informations très précises qui si elles ont existé signifieraient que les FTP ont été dénoncés. Certes l'action qu'ils ont entreprise n'a pas bénéficié d'un absolu secret mais les précautions ont été prises pour que rien ne filtre de l'opération au cours de son déroulement.

A moins que des éléments actifs de la milice qui vont plus tard se manifester dans la région nayaise (je pense notamment aux miliciens Sarrat et Brana) n'aient fourni des renseignements précis aux nazis.

Comment interpréter d'autre part le fait qu'une colonne allemande paraît avoir été accrochée par le groupe Vernet avec des pertes au pont d'Assat à peu près au même moment où le combat s'engageait à Nay ?

En tout cas la coexistence dans le temps des deux accrochages et le mouvement convergent de troupes vers une zone où s'activent les guérillas témoigne de la recherche d'une confrontation armée qui va se concrétiser au cours des semaines suivantes.

- La troisième question concerne le fait que les allemands qui ont sévèrement frappé ne poursuivent pas de répression sanglante au-delà des dégâts du 12. Faut-il prendre au pied de la lettre ce que déclare un rapport de gendarmerie : « *L'officier commandant le détachement a informé le maire qu'aucune répression ne serait exercée contre la population en raison de l'attitude correcte qu'elle a observée au cours des incidents* ».

Le propos est sibyllin mais il est vrai que les interrogatoires sans doute très sommaires des personnes raflées ne conduisent à aucune arrestation. La thèse d'une résistance présentée comme extérieure à la population prend ici quelque consistance. Elle est en tout cas promue par les vichyssois encore aux commandes de la ville pour quelques semaines et qui prennent incontestablement en compte l'évolution de la situation politique et militaire.

- La quatrième question concerne la dimension politique de l'action du 12 juin. On a vu que le motif avancé par Gilbert Bonnassiole, responsable du groupe Vernet, pour ne pas participer à l'opération, repose sur l'opinion que celle-ci est de nature politique. Pour parler clair ce point de vue signifie que toute action des guérillas dirigée contre les vichyssois a un caractère politique, dès lors qu'elle établit les contours d'une société qui ne pardonnera pas les trahisons ou les compromissions avec l'occupant.

Au fond la question posée par ce refus est moins celle d'un désaccord tactique que celle de l'existence de visées différentes. C'est en ce sens que la journée du 12 juin déploie aussi la vision d'une Résistance qui s'écrit au pluriel.

Je voudrais conclure autour de quelques images : celles du respect et de l'irrespect à l'égard des martyrs nayais de juin et d'août, celles des vies qui se brisèrent sous les balles du fascisme, celle de la fidélité aux combats des années sombres.

Je crois qu'il est grand temps aujourd'hui que Nay honore la figure de Werner Waldeyer (*Maurice*) l'antifasciste allemand qui, à la tête des FTP de Nay, les armes à la main, conduisit la lutte contre la barbarie nazie.